Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 57 (2007)

Heft: 4

Artikel: Un Suisse au service de la SS : Dr. Franz Riedweg et le "travail germanique" de la SS

Autor: Wyss, Marco

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-98971

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Un Suisse au service de la SS

Dr. Franz Riedweg et le «travail germanique» de la SS

Marco Wyss

Summary

Dr. Franz Riedweg may be the most famous Swiss Nazi, although his machinations as a high-ranking member of the SS are almost unknown or unstudied. Even though his intrigues against Switzerland are known, his influence on the so-called "Germanic countries", occupied by Nazi Germany, was substantially left in the dark. The aim of this paper is to show the role he played in the SS's effort to gain control over countries considered as "Germanic". The topic is developed in three steps. Firstly, it is shown how the office that had to handle the task was created and how Riedweg was appointed as its chief. Secondly, it is pointed out how the office with its Swiss leader intervened in the "Waffen-SS" recruitment process of non German "Germanics". In a last and third step the role the latter and his office played in the enforcement of the mentioned countries to "SS standards" is described.

Introduction

La vie du Lucernois Franz Riedweg (1907–2005), le «erfolgreichste Hitlerschweizer» et «Ratgeber Himmlers für Schweizerfragen» selon la NZZ[1], est connue dans ses grandes lignes. Cet homme, anciennement «paneuropéen», après s'être temporairement battu pour la cause des «frontistes», s'est joint vers la deuxième moitié des années 1930 à l'Action nationale suisse contre le communisme de l'ancien conseiller fédéral Musy. A travers le réseau anti-communiste, et non à travers son

1 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 17, «Die «Germanische Leitstelle» der S.S. Prozess vor Bundesstrafgericht in Luzern», in NZZ, Nr. 2403, 4. 12. 47.

Marco Wyss, Institut d'histoire, Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Espace Louis-Agassiz 1, CH-2000 Neuchâtel. marco.wyss@unine.ch

mariage avec la fille du maréchal von Blomberg (Ministre de la guerre de Hitler) son engagement dans la SS en 1938 lui a été facilité. L'antibolchevisme constituait d'ailleurs le fil conducteur idéologico-politique qui rythmait chaque pas de sa vie[2]. Dans le présent article, nous souhaitons aborder une thématique peu étudiée, à savoir son rôle en tant que «Stabsführer» de l'office qui s'est occupé du «travail germanique» de la SS. Par ce «travail» il faut entendre la volonté de l'ordre noir de prendre sous son contrôle les pays qu'il considérait comme «germaniques»[3]. Cette thématique est d'autant plus importante qu'elle va de pair avec la période correspondant au sommet de la carrière du Lucernois dans l'Allemagne nazie.

Des auteurs comme Bonjour, Bourgeois, Fuhrer, Fink, Oertle et Mertens, qui ont traité de cette fonction de Riedweg, ne l'ont fait en majeure partie que par rapport à la Suisse[4]. D'ailleurs, le rapport Bergier l'a laissé entièrement de côté, comme l'a si bien noté Knellwolf, journaliste de la Weltwoche[5].

Pourquoi ne s'intéressait-on pas aux actions du Suisse le plus puissant en Allemagne nazie à l'encontre de pays tiers? La question se pose d'autant plus dès lors que les archives allemandes ont été accessibles bien avant les archives suisses. Les raisons semblent être doubles: premièrement, la Suisse a préféré voir en Riedweg un traître à la patrie, comme le prouve le procès à son encontre[6], et les historiens semblent

2 Dans le cadre d'un mémoire de licence nous avons écrit la biographie de Riedweg en respectant ce «fil conducteur anti-bolchévique»: Marco Wyss, Dr. Franz Riedweg. Un «paneuropéen» suisse au service de la SS. Mémoire de licence, Université de Neuchâtel, 2005.

3 Hans-Dietrich Loock, «Zur 'Grossgermanischen Politik' des Dritten Reiches», in Vierteljahrsefte für Zeitgeschichte, (A) 8, 1960, pp. 37–63; Bernd Wegner, Hitler's Politische Soldaten: Die Waffen-SS 1933–1945. Studien zu Leitbild, Struktur und Funktion einer nationalsozialistischen Elite. Paderborn: Ferdinand Schöningh, 1990 (4., durchgesehene und verbesserte Auflage); Bernd Wegner, «Auf dem Wege zur pangermanischen Armee», in Militärgeschichtliche Mitteilungen (MGM), 28 (1980), pp. 101–113.

4 Edgar Bonjour, Geschichte der schweizerischen Neutralität, Band IV, 1939–1945, Bâle: Helbing und Lichtenhahn, 1970; Daniel Bourgeois, Le Troisième Reich et la Suisse 1933–1941, Neuchâtel: La Baconnière, 1974; Hans Rudolf Fuhrer, Spionage gegen die Schweiz. Die geheimen deutschen Nachrichtendienste gegen die Schweiz im Zweiten Weltkrieg 1939–1945, Frauenfeld: ASMZ, Huber & Co. AG Presseverlag, 1982; Jürg Fink, Die Schweiz aus der Sicht des Dritten Reiches 1933–1945, Zurich: Schulthess Polygraphischer Verlag, 1985; Vincenz Oertle, «Sollte ich aus Russland nicht zurückkehren…» Schweizer Freiwillige an deutscher Seite 1939–1945. Eine Quellensuche. Zurich: Thesis Verlag, 1997 (Documentia militaria); Peter Mertens, «Freiwillige in der deutschen Wehrmacht und Waffen-SS 1938–1945», in Schweizer in «Fremden Diensten». Verherrlicht und verurteilt, éd. par Hans Rudolf Fuhrer, Robert-Peter Eyer, Zurich: Verlag NZZ, 2006, pp. 291–311. Dans mon mémoire, il est d'ailleurs amplement question de Riedweg et de ses activités par rapport à la Suisse (Wyss, op. cit., pp. 85–115).

5 Thomas Knellwolf, «Hitlers williger Helfer», in Die Weltwoche, Nr. 25, 17. Juni 2004 (72. Jahrgang), p. 44.

6 Wyss, op. cit., pp. 129–133.

avoir légitimé une approche exclusivement helvétique. Cela peut découler du fait que la Suisse a eu pendant longtemps de la peine à assumer qu'elle-même et certains de ses ressortissants ont joué un rôle non négligeable durant la guerre. De là découle une deuxième raison: des personnages suisses importantes ont eu recours à Riedweg pendant la guerre pour promouvoir leurs intérêts dans ou vis-à-vis du Reich[7]. Eux-mêmes ou leurs descendants, avaient-ils quelque chose à cacher? Quelles que soient les raisons, pour pouvoir saisir l'ampleur du phénomène Riedweg, il faut s'intéresser à son «travail germanique» dans son ensemble, car ses manœuvres contre la Suisse ne sont que la pointe de l'iceberg. Par conséquent, nous allons essayer de montrer dans cet article que le Lucernois a par son travail au sein de la SS non seulement ardemment participé à l'effort de guerre, par le recrutement de volontaires pour la «Waffen-SS», mais aussi qu'il a eu un rôle important dans l'application de «standards SS» aux pays occupés.

Dans un premier temps, nous allons situer l'office SS dirigé par Riedweg au zénith de sa carrière, c'est-à-dire la «Germanische (Freiwilligen-) Leitstelle». Ensuite, le rôle de Riedweg au sein de cet office sera plus précisément analysé sous l'angle du travail de recrutement de «volontaires germaniques», les combattants non allemands engagés dans la «Waffen-SS». Finalement, avant de conclure, nous examinerons les actes de Riedweg dans le cadre de la «politique germanique» de la SS.

Pour ce qui est des sources, nous avons utilisé celles des Archives fédérales, notamment des fonds du Département fédéral de justice et police qui contiennent de nombreux documents relatifs au procès intenté contre Riedweg et consorts en 1947, mais qui, tout en donnant des informations intéressantes, sont surtout centrées sur les machinations du Lucernois contre la Suisse. Soulignons que la plupart de ces documents sont des témoignages et, par conséquent, sont postérieurs aux faits eux-mêmes. Les Archives fédérales allemandes à Berlin, où se trouvent le fichier SS personnel de Riedweg et des documents relatifs à ou émanant de l'office qu'il dirigeait, ont été d'une grande utilité pour éclaircir son activité dans le «travail germanique» de la SS. Les sources que nous avons pu trouver à l'«Archiv für Zeitgeschichte» à Zurich, des lettres, des copies de documents nazis contemporains et des ouvrages SS édités par le Lucernois, et ses interrogatoires à Nuremberg sur un microfilm des archives américaines, ont pu être exploitées de manière complémentaire.

7 Ibid., pp. 105–109.

1. La «G(F)L»

Après avoir participé en tant que médecin à la campagne de France, Riedweg est transféré le 6 septembre 1940 du Ve «Sturmbann» du régiment d'artillerie de la «SS-Verfügungsdivision» au «SD-Hauptamt»[8], qui était à ce moment-là en fait l'«Amt VI» du «Reichssicherheitshauptamt» («RSHA»)[9]. Selon le jugement du Tribunal fédéral, de décembre 1947, le Lucernois se serait laissé charger par Himmler, après la campagne de l'Ouest, de la mission de mettre sur pied la «Germanische Freiwilligen-Leitstelle» («GFL») au sein du «SS-Hauptamt» («SS-HA»). Pour acquérir la connaissance de la situation politique et économique de «l'Europe étrangère», il aurait été actif dans l'«Amt VI» du «RSHA» et ensuite dans le «Auswärtige Amt» («AA»)[10].

Selon Riedweg, Himmler l'aurait convoqué au début de l'année 1941 pour lui exposer ce qu'il avait déjà effectué dans le cadre de son travail de «recrutement germanique» pour la «Waffen-SS» ainsi que sa ferme volonté de poursuivre cette «politique germanique» en créant une «Leitstelle» pour les «volontaires germaniques»[11]. Lorsque Himmler parlait de «Germains», il ne s'agissait pas de «Volksdeutsche» (Allemands-ethniques), mais de non-Allemands «de sang nordique»[12]. Pour le recrutement d'«étrangers germains» à grande échelle, Himmler aurait ordonné la mise sur pied de la «GFL», sous les ordres du «SS-Brigadeführer» Gottlob Berger, chef du «SS-HA», avec comme devoirs la direction et la coordination dans le domaine du recrutement («Ergänzung») et de la formation[13].

Riedweg a prétendu dans le même interrogatoire être allé durant l'hiver 1940/41 dans l'«Amt VI» du «RSHA» et dans l'«AA» pour se préparer à sa fonction de «Stabsführer» de la «GFL»[14]. Ainsi, la date à laquelle Himmler l'a informé de sa future position comme directeur de la «GFL», qui allait être créée, n'a pas pu être au début de 1941 mais s'est

8 BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, Abschrift, SS-Führungshauptamt, Kommando der Waffen-SS an V./SS-Art.Rgt.SS-V-Div., Nachrichtlich an SS-Personal-Hauptamt, SD-Hauptamt, San.Inspektion der Waffen-SS, betr. Kommandierung des SS-Hauptsturmführers Dr. Riedweg, 6. 9. 1940.

9 Hans Buchheim, Anatomie des SS-Staates, Band I, Die SS – Das Herrschaftsinstrument, Befehl und Gehorsam. Olten / Freiburg im Breisgau: Walter-Verlag, 1965, p. 245.

10 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20. 12. 1947, p. 21.

11 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 5.

12 George H. Stein, Geschichte der Waffen-SS, Düsseldorf: Droste Verlag, 1967, p. 86.

13 Wegner, op. cit., «Auf dem Wege …», p. 102.

14 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 9.

plutôt située dans la deuxième moitié de 1940, vraisemblablement avant le 6 septembre 1940, date de sa mutation dans le «SD-Hauptamt»[15].

Dans une interview datant des années 70, Riedweg a dit que l'idée de la «GFL» avait été la sienne, après que beaucoup d'Européens se soient portés volontaires avant la campagne de Russie[16]. Cependant, même si d'autres auteurs mentionnent le Lucernois comme initiateur de la «Leitstelle», nous ne pouvons pas confirmer les dires de ce dernier, car ils ne nous indiquent pas sur quelles sources ils s'appuyent[17]. Initiateur ou non, pourquoi a-t-il été choisi par Himmler comme «Stabsführer» de cet office? Selon son premier jugement allemand en 1948, il a été désigné «parce qu'il n'y avait que peu d'officiers étrangers dans la 'Waffen-SS' et parce qu'il était connu que Riedweg était un homme fortement intéressé par la politique, et qu'il voulait réunir les Etats européens pour affronter le danger de l'Est»[18].

A en croire Riedweg, la «GFL» aurait été «organisée», ce qui peut être considéré comme le début de sa mise en place, à la fin de 1940 ou au début de 1941[19]. Ce qui est certain, c'est que vers la fin de janvier 1941, la «Leitstelle» n'était pas encore concrétisée, car dans un ordre d'état-major concernant les offices du «SS-HA», signé par Berger, il n'en est pas encore question[20]. Le projet de cet office semble prendre forme à la fin du mois de février 1941, puisque, dans un écrit de Himmler concernant l'organisation du «SS-HA», il est question de la «GFL» qui, en raison de la nouvelle organisation des principaux offices SS, aurait en même temps été chargée des tâches liées à la SS générale et la «Waffen-

15 BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, Abschrift, SS-Führungshauptamt, Kommando der Waffen-SS an V./SS-Art.Rgt.SS-V-Div., Nachrichtlich an SS-Personal-Hauptamt, SD-Hauptamt, San.Inspektion der Waffen-SS, betr. Kommandierung des SS-Hauptsturmführers Dr. Riedweg, 6. 9. 1940.

16 AfZ ETH, Nachlass Schaeppi / Nachlieferungen vom 31. 8. 2001 und 16. 3. 2002 / 6 / Waffen-SS / Drittes Reich, Radiosendung «Schweizer in der Waffen-SS» von Hans-Rudolf Lehmann (alias Lukas Hartmann). Radio DRS 1 (Studio Bern), 3 Teile, 15. 5. / 22. 5. / 5. 6. 1977 (5 Tonbandkassetten, Manuskript der Sendungen, Korrespondenz, Presseecho), 1977–1978, 1985, Manuskript, pp. 11–22.

17 Franz W. Seidler, Die Kollaboration, München / Berlin: Herbig Verlagsbuchhandlung, 1995, p. 450; AfZ ETH, Nachlass Riedweg / 4; Jürgen Thorwald, Wen sie verderben wollen, Bericht des Grossen Verrats, Stuttgart: Steingrüben-Verlag, 1952, p. 328.

18 AfZ ETH, Nachlass Riedweg / 3, Das Spruchgericht Hiddesen 20. Spruchkammer, Urteil in dem Spruchgerichtsverfahren gegen den ehemaligen Zivilinternierten Dr. med. Franz Riedweg, 18. November 1948, p. 5.

19 NAW, Procès-verbaux d'auditions, Record Group 238, World War Two, War Crimes Records, International Military Tribunal: Office of U.S. Chief of Counsel for War Crimes, APO 124 A, Evidence Division, Interrogation Branch, Vernehmung des Dr. Franz Riedweg am 19. 11. 1947 von 14.00–16.30 Uhr durch Mr. Konrad Swart, im Auftrag des Rijksinstitut voor Oorlogsdocumentatie in Amsterdam, Nuremberg, p. 1.

20 BA Berlin, NS 31/72, Chef des SS-Hauptamtes SS-Brigadeführer Berger, Stabsbefehl Nr. 7/41, betr. Bezeichnungen der Ämter des SS-Hauptamtes und der dem Chef des SS-Hauptamtes unmittelbar unterstellten Dienststellen, 21. 1. 1941.

SS»[21]. Mais l'organisation proposée par Himmler n'est pas encore celle que le «SS-HA» a eue lors de l'incorporation définitive de la «GFL». Ainsi, cette dernière n'était pas encore mise en service. Selon son propre témoignage, Riedweg aurait été transféré au «SS-HA» en avril 1941 comme «Stabsführer» de la «GFL». Il a donné le 15 avril comme date d'entrée en fonction[22]. Le jugement allemand déjà mentionné a conclu, de son côté, que la mise sur pied de l'office et l'entrée en fonction de Riedweg dataient de mai 1941[23]. Ce qui est certain, c'est que le 1er avril 1941, la «Leitstelle» existait en tant qu'«Amt VI» du «SS-HA», ce qui ressort clairement d'un document de Riedweg signé en tant que «Stabsführer» de cet office[24]. La date de la mise au service de la «GFL» devait ainsi se situer en mars 1941, et l'entrée en fonction du Lucernois devait en tout cas être antérieure au 1er avril 1941.

Les tâches de la «Leitstelle» ont été bien résumées par le jugement du Tribunal fédéral de 1947: ce dernier insistait sur le fait qu'à part le recrutement de «volontaires germaniques» pour la «Waffen-SS» et l'assistance des recrutés, la «Leitstelle» avait comme objectif «la planification de l'ensemble du travail politique dans l'espace germanique»[25].

Cet office avait trois services principaux: la direction ethnique-germanique («Volksgermanische Führung»), le complément ethnique-germanique («Volksgermanische Ergänzung») et l'éducation ethnique-germanique («Volksgermanische Erziehung»)[26].

Environ deux mois après son entrée en fonction comme «Stabsführer» au sein de la «GFL», Riedweg est promu le 1er juin 1941 sur ordre personnel de Himmler[27] au grade de «SS-Sturmbannführer» de la «Waffen-SS»[28]. Muni de ce rang supérieur, le Lucernois n'a pas tardé à se lancer davantage dans le «travail germanique» de la SS.

21 BA Berlin, NS 31/96, Der Reichsführer-SS H. Himmler, betr. Organisation des SS-Hauptamtes, 28. 2. 1941.
22 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, pp. 4–5.
23 AfZ ETH, Nachlass Riedweg / 3, Das Spruchgericht Hiddesen 20. Spruchkammer, Urteil in dem Spruchgerichtsverfahren gegen den ehemaligen Zivilinternierten Dr. med. Franz Riedweg, 18. November 1948, p. 4.
24 BA Berlin, NS 31/237, Stabsführer Amt VI an den SS-Oberabschnitt Süd-West, betr. Schweizerische Auffangstelle, gez. Hauptsturmführer Dr. Riedweg, 1. 4. 1941.
25 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20. 12. 1947, p. 36.
26 BA Berlin, NS 31/96, Gliederungsplan des SS-Hauptamtes, nur für den Dienstgebrauch, 1941/42.
27 BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, Chef des SS-Hauptamtes SS-Gruppenführer Berger an den Chef des SS-Personalhauptamtes SS-Gruppenführer Schmitt, betr. Beförderung des SS-Hauptsturmführers Dr. Riedweg, 30. Mai 1941.
28 BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, Beförderungsschreiben mit Wirkung 1. Juni 1941 an den Hauptsturmführer Riedweg, gez. Himmler.

2. Le «recrutement germanique»

Une fois à la tête de la «Leitstelle», Riedweg a reçu des ordres déterminant ses compétences. Le «complément ethnique-allemand et ethnique-germanique» a été pour la première fois défini par un ordre d'état-major du 9 mai 1941. Le service principal, le «complément ethnique-germanique», devait agir en tant que conseiller de l'«Amt II» («Ergänzungsamt», office de complément) du «SS-HA» pour ce qui était du recrutement. Tous les lieux de complément déjà existants et les lieux de complément à construire à l'étranger ont été placés, pour ce qui était de la direction, sous l'«Amt VI»[29].

Les compétences de la «GFL» ont continué de se multiplier. Himmler a attribué le 15 mars 1942 au «SS-HA», c'est-à-dire principalement à l'office de Riedweg, l'exclusivité du recrutement, du complément, de la direction et de l'éducation de la «Waffen-SS germanique»[30]. Peu de temps avant, un processus avait déjà commencé, impliquant que les lieux de complément de la «Waffen-SS» à Oslo, Copenhague, La Haye et Bruxelles soient transformés en succursales de la «GFL» et s'approprient au fur et à mesure des tâches du parti[31]. Les succursales de la «Leitstelle» étaient, d'après l'ordre de Himmler du 6 mars 1942, subordonnées au «HSSPF» («Höherer SS- und Polizeiführer») compétent, qui à son tour était subordonné pour cette fonction au chef du «SS-HA»[32]. Selon Riedweg, ce système de subordination provoquait des tensions[33].

La «GFL» ne coopérait pas seulement avec les «HSSPF», mais aussi avec tous les services politiques allemands et les services concernés dans les «pays germaniques»[34]. Pour la coordination des volontaires de l'étranger pour le combat contre l'Union soviétique, Riedweg avait déjà eu le 30 juin 1941 une séance avec des responsables des services suivants: l'«AA», le service étranger de l' «OKW» («Oberkommando der Wehrmacht, Abteilung Ausland»), du plénipotentiaire du Reich à Copenhague («Bevollmächtigter des Deutschen Reiches in Kopenhagen») et

29 BA Berlin, NS 31/72, Chef des SS-Hauptamtes SS-Gruppenführer Berger, Stabsbefehl Nr. 19/41, betr. Amt VI, Germanische Freiwilligen-Leitstelle, volksdeutsche und volksgermanische Ergänzung, 9. Mai 1941.

30 Wegner, op. cit., p. 300.

31 Loock, op. cit., p. 60. En octobre 1942 cinq succursales de la «GFL» existaient: Oslo, Copenhague, Bruxelles, La Haye et Helsinki (BA Berlin, NS 21/935, Abschrift, SS-Hauptamt – AmtVI, betr. Führer des Ahnenerbes, Bezug Stabsbefehl 14/42, gez. Riedweg, 5. 10. 42).

32 Gerhard Hirschfeld, Fremdherrschaft und Kollaboration. Die Niederlande unter deutscher Besatzung 1940–1945, Stuttgart: Deutsche Verlags-Anstalt, 1984, p. 218, n. 206.

33 Buchheim, op. cit., pp. 161–162.

34 AfZ ETH, Nachlass Heinrich Büeler / 17, Abschrift, Eidesstattliche Versicherung, Gottlob Berger, Nürnberg, 29. 19. 47.

de l'office de la politique étrangère de la «NSDAP» («Aussenpolitisches Amt der NSDAP»)[35].

L'extension du recrutement

La «GFL» a disposé, avec le temps, de sections organisées par pays, qui devaient renseigner Riedweg sur leurs activités et les événements du pays, s'occuper de l'assistance des membres de la «Waffen-SS» au front ou à l'hôpital militaire et des familles de ces derniers. De plus, les sections devaient recruter et fournir le complément pour la «Waffen-SS»[36]. Il y avait aussi des sections latines, fort probablement mises en place grâce à Riedweg, car celui-ci se serait vite détaché des rêves pangermaniques de Himmler et aurait par exemple plaidé pour l'intégration de Wallons et d'Européens de l'Est dans la «Waffen-SS»[37]. Il aurait voulu faire de la «Waffen-SS» une armée européenne[38].

Le Lucernois n'aurait pas fait qu'exécuter ce qu'on lui disait, il aurait aussi soumis des propositions et des plans à son chef, l'«Obergruppenführer» Berger[39]. Ainsi, en octobre 1941 déjà, une prestation de serment au nom du Führer des Latins de la «Légion Française» a eu lieu[40]. Pour agrandir le potentiel de recrutement, Riedweg aurait aussi poussé à la création d'une aumônerie de l'armée dans les unités de la «Waffen-SS», pour attirer des chrétiens prêts à combattre le bolchevisme athée[41]. Il faudrait aussi ajouter à son actif, le fait que certains officiers étrangers menaient des unités allemandes et que des Allemands, incorporés dans une unité étrangère, portaient l'emblème du pays majoritaire dans cette unité[42].

35 AfZ ETH, Nachlass Riedweg / 4, Geheim!, Niederschrift über die Sitzung im Auswärtigen Amt vom 30. Juni 1941 über die Freiwilligen-Meldungen in fremden Ländern für den Kampf gegen die Sowjetunion.
36 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 11, Exposé über SS-Hauptamt, erstellt von Gloor, Johann Peter, p. 4.
37 Hans Werner Neulen, Europas verratene Söhne, Munich: Universitas Verlag, 1980, p. 125.
38 Hans Werner Neulen, An deutscher Seite: Internationale Freiwillige von Wehrmacht und Waffen-SS, Munich: Universitas Verlag, 1985, p. 27.
39 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 10.
40 BA Berlin, NS 31/286, Abschrift aus Partei-Archiv, Oktober 1941, Blatt 37, Innen- und Aussenpolitik und Ausland, Frankreich, Pos. 2, Vereidigung der Legion.
41 Seidler, op. cit., pp. 450–451; NAW, Procès-verbaux d'auditions, Record Group 238, World War Two, War Crimes Records, International Military Tribunal: Office of U.S. Chief of Counsel for War Crimes, APO 124 A, Evidence Division, Interrogation Branch, Vernehmung des Dr. Franz Riedweg am 19. 11. 1947 von 14.00–16.30 Uhr durch Mr. Konrad Swart, im Auftrag des Rijksinstitut voor Oorlogsdocumentatie in Amsterdam, Nuremberg, pp. 20–21.
42 Ibid., pp. 20–21.

Dès le début de la guerre contre la Russie, des officiers d'autres pays se sont portés volontaires pour combattre aux côtés de l'Allemagne. Cependant, leur incorporation dans la «Waffen-SS» préoccupait Riedweg. Le 2 août 1941 il a écrit au «SS-Personalhauptamt» que les officiers néerlandais, flamands et danois n'étaient pas assez vite incorporés. A cause du mauvais traitement que ces derniers recevaient dans leurs pays d'origine, ils réclamaient une incorporation accélérée. Le Lucernois a insisté sur l'importance pour la SS de satisfaire ces demandes, car l'ordre noir souhaitait s'introduire dans les cercles de ces officiers[43]. Il aurait connu, lors de ses voyages hors de l'Allemagne[44], les multiples inconvénients dans le mouvement des volontaires qui ont eu une influence sur le succès de recrutement du «SS-HA»[45].

La création d'un «corps germanique»

Pourtant, Riedweg, promu au grade de «SS-Obersturmbannführer (F)» le 10 août 1942[46], semblait avoir trouvé la solution pour donner un élan nouveau au mouvement des volontaires. Parti le 29 août 1942 en visite dans la division SS «Wiking» pour une durée de quatre semaines[47], il a écrit une lettre avec ses impressions et des propositions à Berger. Après avoir fait une brève description de son voyage, du lieu où lui et la division «Wiking» se trouvaient et de la situation de cette dernière[48], il a commencé par faire un éloge du commandant de la division SS «Wiking», Steiner, tout en flattant Berger, qui aurait lui-même fait l'éloge de

43 BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, SS-Hauptamt – Amt VI, Stabsführer SS-Sturmbannführer Riedweg, an SS-Obersturmbannführer Wander, Personalhauptamt, 2. 8. 1941.

44 AfZ ETH, Nachlass Riedweg / 3, Das Spruchgericht Hiddesen 20. Spruchkammer, Urteil in dem Spruchgerichtsverfahren gegen den ehemaligen Zivilinternierten Dr. med. Franz Riedweg, 18. November 1948, p. 6.

45 Wegner, op. cit., p. 106.

46 BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, der Reichsführer-SS, SS-Personalhauptamt, Ernennungsurkunde SS-Sturmbannführer Dr. Franz Riedweg mit Wirkung vom 10. August 1942 zum Fachführer der Waffen-SS – Fachgruppe «Ergänzung» zum SS-Obersturmbannführer (F), 20. August 1942. Il faut insister sur le fait qu'il ne s'agissait ici pas d'une promotion au grade militaire de la «Waffen-SS», mais d'une promotion de grade en tant que chef de ressort («Fachführer»).

47 BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, SS-Führungshauptamt, Kommandoamt der Waffen-SS, Personalverfügung SS-Obersturbannführer (F) zur SS-Div. «Wiking».

48 Selon la lettre il se trouvait au sud-est de Maikoff et y était arrivé par avion. La situation de la «Wiking»: «Mission de sécurisation, agitations de partisans, impossibilité d'avancer avec la troupe motorisée dans la montagne… Temps pluvieux, chemins en partie en mauvais état. Population en général docile. Pertes de la 'Wiking' depuis Rostow environ 200 [hommes]» (BA Berlin, SS-Führerpersonalakte Riedweg, Abschrift, Geheim!, SS-Obersturmbannführer Riedweg an SS-Gruppenführer Berger, 2. September 1942).

l'«Amt VI». Selon Riedweg, l'«Amt VI» et la division «Wiking» devaient être davantage en interaction. En plus du travail déjà effectué, il y avait aussi la proposition de mettre sur pied un «corps germanique» avec comme cœur la division «Wiking»[49].

Le 23 septembre 1942 déjà, Berger a eu une rencontre avec Himmler durant laquelle il a été question de Riedweg et de son rapatriement[50]. Il est fort probable que Berger ait parlé à Himmler durant cet entretien de la proposition, émise par le Lucernois, de créer un «corps germanique». Apparemment, il n'a pas fallu beaucoup pour rallier Berger et Himmler à ce projet. En décembre de la même année, le «Reichsführer-SS» a soumis à Hitler un tel projet. Les planifications détaillées pour sa mise sur pied ont pu être terminées dans les mois suivants. Hitler a signé le 30 mars 1943 l'ordre de mise sur pied du nouveau corps[51].

L'établissement de ce corps a été un pas d'une signification politique considérable, d'ordre idéologique et propagandiste: par l'unification de volontaires européens dans des grandes unités militaires, la dénationalisation de la guerre à l'Est, propagée par la SS à l'égard des «pays germaniques», prenait forme. La thèse du «Schicksalskampf» de l'ensemble de l'Europe contre «die von Osten anbrandende kulturvernichtende bolschewistisch-asiatische Flut» semblait se confirmer dans ce «corps germanique», appelé «III. Germanisches SS-Panzerkorps»[52]. Riedweg en a encore fait l'éloge lors d'un interrogatoire en 1946[53].

Succès et difficultés

Mais le recrutement avait non seulement lieu dans des pays occupés, mais aussi dans un pays neutre comme la Suède, où se trouvait même un bureau de recrutement de la «Waffen-SS», contrôlé par la «GFL» depuis Berlin[54]. Sous la direction de Riedweg, la «Leitstelle» a connu une affluence de «volontaires germaniques» assez importante[55]. Il a parfois

49 Ibid.
50 Uwe Lohalm, Michael Wildt (rédacteurs), Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42, Hamburger Beiträge zur Sozial- und Zeitgeschichte, éd. par la Forschungsstelle für Zeitgeschichte in Hamburg, Quellen, Band 3, Hamburg: Christians, 1999, p. 569.
51 Wegner, op. cit., «Auf dem Wege ...», pp. 108–109.
52 Ibid., p. 111.
53 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 20.
54 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, «Waffen-SS-Freiwillige für 'Westraum' und 'Ostraum'. Zur Aushebung des Rekrutierungsbüros der Waffen-SS in Stockholm», in Der Bund, No 256, 4. Juni 1943.
55 Pour quelques chiffres voir: Wyss, op. cit., p. 60.

dû personnellement rapporter à Himmler les succès, voire l'état des faits du recrutement, comme le 9 mars 1942, lorsqu'il a eu un rendez-vous avec le «Reichsführer» pour lui rapporter la force des unités SS norvégiennes[56]. Il est même arrivé à Riedweg de remplacer Himmler, quand il s'agissait d'une «affaire germanique»[57].

Nous disposons d'un rapport du mois d'octobre 1942 de la «Leitstelle» et de son «travail germanique» réalisé par Riedweg lui-même. Celui-ci peut nous renseigner à titre d'exemple sur les pratiques de recrutement à travers le cas de la Hollande en ce mois d'octobre: «La publicité pour la 'Waffen-SS'» a été accentuée. Des manifestations ont été faites dans des usines et des villages utilisant des wagons de propagande. A cette occasion, la «Wochenschau» et un film de propagande du nom de «Unsere Kriegsfreiwilligen in der Waffen-SS» ont été montrés. Parfois il y aurait eu plus de 1000 spectateurs. Mais on a aussi recruté dans les camps du service de travail néerlandais. Un nouveau prospectus de publicité pour la «Waffen-SS», avec un tirage de 50 000 exemplaires, a été distribué aux ménages» [58].

Cependant, le travail de Riedweg et de ses subalternes n'a pas toujours été facile. Pour ce qui est du recrutement, il a été nécessaire pour la «Leitstelle» d'entrer en contact avec les partis national-socialistes ou pro-national-socialistes dans les pays dans lesquels elle souhaitait enrôler des volontaires. Cela pouvait être parfois une aide et parfois un frein[59]. Toutefois, l'«Amt VI» a non seulement dû coopérer avec des partis d'autres pays mais, comme on l'a déjà vu, avec d'autres services du Reich.

Selon Riedweg, Martin Luther par exemple, qui représentait l'«AA», aurait voulu exporter le national-socialisme dans des pays occupés. Selon le témoignage du Lucernois, lorsque Luther est intervenu dans les affaires de politique intérieure du Danemark, il a nui au travail de recrutement de Riedweg[60]. Un autre problème survint lorsque des volontaires étaient appelés sous les drapeaux de leurs propres pays,

56 Lohalm, Wildt, op. cit., p. 373, n. 21.

57 En juin 1942, lorsqu'il a été question de présenter les condoléances à l'épouse du commandant de la légion danoise, «SS-Obersturmbannführer» von Schalburg, un journal allemand a nommé Riedweg comme délégué de Himmler (AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, «Der Kommandeur des Freikorps Dänemark gefallen», in Bodensee-Rundschau, Folge 132, 9. Juni 1942).

58 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Monatsbericht / Oktober 1942, 20. 11. 1942, p. 10.

59 AfZ ETH, Nachlass Heinrich Büeler / 17, Abschrift, Eidesstattliche Versicherung, Gottlob Berger, Nürnberg, 29. 19. 47, p. 2.

60 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 27.

comme cela a été le cas de certains Danois. Pour remédier à ce problème, qui se posait durant l'année 1942, la «Leitstelle» a contacté le plénipotentiaire du Reich au Danemark, mandaté pour les questions d'administration intérieure, et a réussi à obtenir l'annulation de ces convocations. Le ministère danois des Affaires étrangères a stipulé ensuite qu'à l'avenir, dans des cas pareils, le volontaire devait soumettre une demande pour être libéré du service militaire[61].

Selon l'historien allemand Wegner, la crise que connaissait le mouvement des volontaires étrangers de la «Waffen-SS» depuis 1942 est ensuite devenue permanente[62]. Ainsi, il n'est pas étonnant que le «SS-HA» ait décrété au début 1943 de nouvelles directives pour le recrutement de «volontaires germaniques». Les exigences étaient bien inférieures à ce qu'elles étaient auparavant[63]. Mais les recruteurs connaissaient non seulement des difficultés pour trouver la quantité nécessaire de volontaires, mais aussi la qualité nécessaire, car la «Waffen-SS» connaissait, à cause de sa croissance rapide dès 1939, un manque de chefs pour ses troupes. Ce manque a été multiplié par les pertes catastrophiques de chefs dans les premières années de guerre[64].

Face à ce problème, Riedweg a écrit le 24 août 1942 une directive d'exécution dans laquelle il a noté plusieurs mesures pour obtenir davantage de chefs[65]. Il semble cependant que les efforts entrepris par Riedweg furent peu fructueux car, en septembre 1943, Berger a souhaité dans une lettre au «SS-Führungshauptamt» («SS-FHA») incorporer dans la «Waffen-SS» un grand nombre de volontaires français, même s'il y avait un manque d'officiers pour s'occuper des nouveaux volontaires[66]. La réponse du «SS-FHA» a été négative. Celui-ci ne se voyait pas en situation de fournir le personnel d'officiers nécessaire pour mettre sur pied l'unité française que Berger désirait, ni avec des officiers français, ni avec des officiers d'autres nationalités[67]. Suite à cette réponse néga-

61 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, betr. Zurückziehung von Einberufungsbefehlen zur dän. Wehrmacht für SS-Angehörige, 5. 1. 43.
62 Wegner, op. cit., «Auf dem Wege ...», p. 106.
63 BA Berlin, NS 31/284, Chef des SS-Hauptamtes, Amt II/Rö/Prz., betr. Einstellungsbedingungen für germanische Freiwillige in die Waffen-SS und Legion im Deutschen Reich, 29. 1. 43. Pour la «Waffen-SS germanique», il ne fallait plus que mesurer 1,70 m et pour la légion 1,65 m suffisait. Aussi pouvait-on entrer jusqu'à l'âge de 40 ans dans la «Waffen-SS germanique» ou dans la légion. Pour ce qui est des distinctions entre «Waffen-SS germanique» et légion voir: Wyss, op. cit., p. 56.
64 Wegner, op. cit., p. 284.
65 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Ausführungsbestimmung, betr. Germanische Führerbewerber, SS-Obersturmbannführer Riedweg, 24. 8. 1942.
66 BA Berlin, NS 31/286, Abschrift, Chef des SS-Hauptamtes, D II, betr. Französisches SS-Regiment, gez. Berger, SS-Obergruppenführer und General der Waffen-SS, 9. 9. 43.
67 BA Berlin, NS 31/286, SS-Führungshauptamt, betr. Französisches SS-Regiment, der Chef

tive, Riedweg a alarmé son chef, Berger, du fait que s'il n'était pas possible d'intégrer dans les troupes les Français, leur appel devrait être stoppé[68].

Hormis le fait que la «Waffen-SS» requérait des chefs pour diriger les hommes de rang, Riedweg s'est intéressé pour une autre raison encore, en août 1942, aux «Führerbewerber», qui devaient recevoir leur formation d'officier à la «Junkerschule» de Bad Tölz. Il a souhaité ainsi obtenir ce qu'il considérait comme une prémisse à tout «travail germanique», un «germanisches politisch-soldatisches Führerkorps»[69]. Quand Riedweg s'est préoccupé de la formation militaire et idéologique des «volontaires germaniques», il a suivi l'idée du «RF-SS» de créer une élite européenne d'un genre «geistig soldatische». Selon ses dires, cette élite devait faire ses preuves au front dans le combat contre le communisme. Il aurait vu là le point central d'une nouvelle Europe, sans que la politique intérieure des diverses nations eût dû être touchée. Mais, en 1946, il a dit avoir été conscient que la mise sur pied de la «Waffen-SS» européenne entrait en opposition avec les lois sur le service militaire des différents pays. Il aurait pourtant cru que la grandeur et l'importance du combat contre le bolchevisme justifiait ce dépassement[70].

3. La «politique germanique»

Même si la SS de Himmler ne s'est imposée que tardivement dans le soi-disant «espace germanique» face au parti, sa conception a marqué la dernière phase de la «politique germanique»[71]. L'exécutrice de cette politique était la «GFL», après qu'elle eût reçu en janvier 1942 l'argent nécessaire et le 12 août 1942 par un ordre de Martin Bormann le mandat formel d'édicter des règlements d'extension[72], confirmé le 6 février 1943 par un décret du chef de la chancellerie du Reich Lammers[73]. Ainsi, la SS était proche de son but de devenir la force motrice dans le proces-

des SS-Führungshauptamtes, Jüttner, SS-Obergruppenführer und General der Waffen-SS, 24. Sept. 1943.

68 BA Berlin, NS 31/286, Abschrift, SS-Hauptamt-Amtsgruppe D, betr. Französisches Regiment, 1.) Vermerk, 2.) An den Chef des SS-Hauptamtes, gez. Riedweg, gez. Luckardt, 30. 9. 43.

69 BA Berlin, NS 31/375, SS-HAuptamt-Amt VI, Geheim, betr. Germanische Führerausbildung in Tölz, Riedweg, 24. 8. 1942, pp. 1–2.

70 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 29.

71 Loock, op. cit., p. 55.

72 Ibid., p. 59.

73 BA Berlin, NS 31/455, SS-Hauptamt-Amtsgruppe D, Germanische Leitstelle, An RF-SS, Pers. Stab, betr. Verhandlungen mit den germanisch-völkischen Gruppen in den besetzten Gebieten, 12. 3. 1943.

sus de réorganisation devant intégrer les «pays germaniques» occupés dans le «Reich germanique-allemand» d'après le modèle de l'unification allemande de 1871[74].

Avant l'ordre de Bormann même, qui définissait le pouvoir de la SS dans la «politique germanique», Himmler avait donné au «SS-HA» de Berger, voire à la «GFL», un certain monopole pour ce qui était du «travail germanique». Par l'ordre du 15 mars 1942, le «RF-SS» a transféré au «SS-HA» «toutes les tâches qui étaient liées au recrutement et au complément de la 'Waffen-SS' dans les 'pays germaniques', à la mise sur pied, à la direction et à l'éducation de la 'SS germanique' ainsi qu'à l'accompagnement des organisations de la 'jeunesse germanique'»[75]. Une source de la «Leitstelle» mentionne aussi que Himmler, après avoir reçu la gestion du «travail germanique» en entier, a mandaté Berger et son office pour l'exécution de ce travail[76].

Du fait que Himmler avait reçu l'unique responsabilité pour tous les «intérêts germaniques» dans les pays occupés, la «Germanische Freiwilligen-Leitstelle», à laquelle ont été déléguées les tâches de la sauvegarde des «intérêts germaniques», a changé de nom. Le «Frewilligen» a été supprimé et elle s'est appelée «Germanische Leitstelle» («GL»)[77]. Forts des compétences en «matière germanique», Riedweg et sa «GL» pouvaient se mettre à travailler dans l'«espace germanique».

La «SS germanique»

Avant tout, on recherchait dans l'ensemble des «pays germaniques», de manière uniforme, une extension de la «SS générale»[78]. Riedweg a nié après la guerre que ces organisations aient été basées sur l'idéologie de

74 Wegner, op. cit., p. 297.
75 Ibid., p. 300.
76 BA Berlin, NS 31/455, SS-Hauptamt-Amt VI, Statistische Aufstellung über zur Waffen-SS und Legion eingestellte, entlassene und gefallene germanische Freiwillige. Stand: 30. 10. 42, 14. 12. 1942, p. 2.
77 Seidler, op. cit., p. 451. Le changement de nom a fort probablement été réalisé entre la fin octobre et le début novembre 1942, car en octobre 1942 le nom portait encore l'adjectif «Freiwilligen» (BA Berlin, NS 21/935, Abschrift, SS-Hauptamt-Amt VI, betr. Führer des Ahnenerbes, Bezug: Stabsbefehl Nr. 14/42, gez. SS-Obersturmbannführer Riedweg, 5. 10. 42) et en novembre 1942 déjà, l'«Amt VI» s'appelait «Germanische Leitstelle» (BA Berlin, NS 21/930, Germanische Leitstelle, Aussenstelle Flandern [Dienststelle SS-Brigadeführer Jungclaus], Stabsbefehl Nr. 11/42, 21. November 1942).
78 Loock, op. cit., p. 61. La SS disposait dans les «pays germaniques» d'une organisation politique, même si elle était petite, qui était en dehors de l'influence des état-majors de la «NSDAP» (Ibid., p. 57). La mise sur pied de ces unités créait des frottements avec les partis assistés par la «NSDAP». Quisling et Mussert avaient déjà avant la guerre mis sur pied des organisations semblables de la «SA». Pour cette raison, ils craignaient la concurrence de ces organisations SS (Ibid., pp. 57–58).

la SS et a dit qu'elles n'étaient que familières avec la SS en Allemagne[79]. Mais cette «SS germanique» et l'influence de l'office de Riedweg n'étaient pas aussi innocentes que ce que ce dernier a pu vouloir faire croire.

Peu après que Himmler eût reçu son extension de pouvoir dans la «politique germanique», les unités de la SS dans les «pays germaniques» occupés ont pris le nom officiel de «Germanische SS». Auparavant, l'appellation était particulière et se référait au pays. Ainsi la «Norges SS», la «Nederlandse SS» et ainsi de suite sont devenus la «SS germanique»[80]. Dans le recrutement de ces unités, on s'intéressait particulièrement aux policiers, manifestement dans l'intention aussi de préparer la fusion de la SS et de la police à l'étranger[81]. La «SS générale» hors du Reich utilisait lors de ses campagnes de recrutement des propos qui étaient exemptes des tendances «séparatistes» des partis du genre de celui de Quisling. On ne parlait que du «Reich germanique», du «Führer de tous les Germains», voire d'une fusion des nations dans une «communauté de destin de la race»[82].

Le rapport de la «GL» du mois d'octobre 1942 illustre dans quel état cette «SS germanique» se trouvait après son intégration définitive dans l'ordre de la «SS générale allemande». A nouveau nous utilisons à titre d'exemple le cas de la Hollande: «Mussert n'a donné que tardivement son accord pour le changement de nom de la 'Nederlandse SS'». Cependant, au moment de ce rapport, la «SS germanique» néerlandaise comptait 2518 membres, dont 226 faisaient partie de la police néerlandaise. Le nombre des membres donateurs se montait à 1229. Malgré ce nombre important, le 'NSB' ('Nationaal-Socialistische Beweging') a créé des difficultés aux opérations de recrutement de la SS. Le service était difficile en Hollande, car les chemins et les moyens de transport étaient en mauvais état»[83].

Cependant, Riedweg et sa «GL» ne s'intéressaient pas seulement aux hommes dans les «pays germaniques», mais aussi aux «Germains» de ces pays qui se trouvaient pour diverses raisons en Allemagne. Ainsi

79 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 6.
80 NAW, Procès-verbaux d'auditions, Record Group 238, World War Two, War Crimes Records, International Military Tribunal: Office of U.S. Chief of Counsel for War Crimes, APO 124 A, Evidence Division, Interrogation Branch, Vernehmung des Dr. Franz Riedweg am 19. 11. 1947 von 14.00–16.30 Uhr durch Mr. Konrad Swart, im Auftrag des Rijksinstitut voor Oorlogsdocumentatie in Amsterdam, Nuremberg, p. 12.
81 Loock, op. cit., p. 61.
82 Ibid., p. 58.
83 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Monatsbericht / Oktober 1942, 20. 11. 1942, p. 9.

ont été mis sur pied les «Germanische SS-Sturmbanne» avec les citoyens d'Etats européens en Allemagne, de la même manière que les «SS germaniques» néerlandaise, flamande, etc.[84]. Mais l'intérêt principal de Riedweg et de ses collaborateurs de la «GL» ne semble pas seulement avoir été le recrutement d'hommes pour la «SS germanique», mais la formation idéologique de cette dernière.

La formation idéologique

Au début de l'année 1942 déjà, Riedweg, en tant que «Stabschef» de la «GL», a reçu la mission de former au niveau politique la SS et les organisations similaires dans les «pays germaniques» dans l'idée «grande-germanique»[85]. Selon le Lucernois, il s'agissait d'une formation idéologique visant des membres de la «Waffen-SS» qui étaient blessés et qui sont rentrés dans leurs pays d'origine[86]. Peu après l'ordre de Bormann du 12 août 1942, Riedweg a envoyé un écrit secret aux services de la «GL» concernant la «formation germanique». Dans ce document, il a insisté sur la formation de chefs pour la «SS germanique». Ainsi, il était prévu de former des hommes blessés de la «Waffen-SS» pour une utilisation politique[87]. Il a souligné dans ce document, après avoir nommé l'«Amt VI» comme office politique, l'importance d'un «corps de chefs germaniques» pour les tâches politiques du «RF-SS» dans l'«espace germanique»[88].

Cette «formation germanique» ne se limitait pas seulement à la «Junkerschule» de Tölz. La «GL» organisait divers cours. Les premiers, d'une durée de trois semaines, ont eu lieu à partir de l'été 1942 dans un foyer de vacances de la police d'ordre à Berlin-Babelsberg. Les cours ont été ouverts par Riedweg. Les participants, de 60 à 80 hommes, étaient convoqués par la «GL»[89]. Ils y suivaient des exposés pour devenir familiers avec l'idéologie propagée par la «GL». Les exposés parlaient de l'histoire allemande, germanique et européenne, de la «science des races», de la politique, du programme de parti de la «NSDAP», du livre

84 Wyss, op. cit., pp. 71–73.
85 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20. 12. 1947, p. 48.
86 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 12.
87 BA Berlin, NS 31/375, SS-HAuptamt-Amt VI, Geheim, betr. Germanische Führerausbildung in Tölz, Riedweg, 24. 8. 1942, p. 1.
88 Ibid., p. 2.
89 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, Verhör des Dr. Heinrich Büeler durch den eidgenössischen Untersuchungsrichter O. Gloor als Beschuldigter, 9. 11. 1946, p. 22.

de Hitler Mein Kampf, d'idéologie et de la vie du «soldat politique»[90]. Les enseignants étaient des chefs SS de la «GL» et des spécialistes du «Rasse- und Siedlungshauptamt-SS» («RuSHA») et de l'«Ahnenerbe»[91]. Riedweg qui parlait lui-même de la «SS germanique» clôturait les cours par un discours.

En 1943, il a laissé transformer le monastère St. Michaelis à Hildesheim en une maison appelée «Germanien» dans laquelle les cours, qui étaient appelés «cours politiques pour chefs» («politische Führerlehrgänge»), étaient désormais tenus. Le programme prévoyait non seulement les branches qui avaient déjà été enseignées à Babelsberg, mais aussi du sport, du tir et d'autres exercices paramilitaires. Le lien entre la formation prémilitaire et l'enseignement correspondait à un plan de Riedweg. Les participants portaient les uniformes noirs de la «SS-Germanique». A la fin des cours à Babelsberg et à Hildesheim, les participants devaient passer un examen oral et un examen écrit. Les plus aptes entraient ensuite dans la «Junkerschule» de la «Waffen-SS» à Tölz ou dans le service de la «GL»[92].

La formation de la «SS germanique» a été élargie par l'établissement d'écoles du même genre à l'étranger comme celles de Kongsvinger (Norvège), d'Avegoor (Hollande), de Hoveltegaard (Danemark) et de Schoten (Flandres)[93]. En outre, Riedweg a organisé dans les années 1942 et 1943 des «congrès germaniques» à Magdeburg, Tölz et Hanovre. La «GL» a invité des gens de divers pays limitrophes pour militer en faveur de la «pensée germanique»[94]. Chaque jour, il y avait des exposés, tenus presque exclusivement par des professeurs et des scientifiques norvégiens, danois, hollandais, flamands et allemands. Les thèmes traitaient généralement des affaires «historiques» concernant les relations des différents Etats entre eux. De plus, il y avait des exposés de littérature, de chimie, de physique, etc.[95]. Riedweg agissait d'ailleurs aussi comme orateur, avec comme thème la réorganisation de l'Europe[96].

90 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20. 12. 1947, p. 49.
91 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, Verhör des Dr. Heinrich Büeler durch den eidgenössischen Untersuchungsrichter O. Gloor als Beschuldigter, 9. 11. 1946, p. 22.
92 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20.12.1947, pp. 49–50.
93 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Monatsbericht / Oktober 1942, 20. 11. 1942, pp. 4, 8, 9, 11.
94 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20. 12. 1947, p. 50.
95 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, Verhör des Dr. Heinrich Büeler durch den eidgenössischen Untersuchungsrichter O. Gloor als Beschuldigter, 9. 11. 1946, p. 24.
96 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20. 12. 1947, p. 51.

La jeunesse

La «GL», en tant que représentante de la «politique germanique» de Himmler, a essayé de former non seulement les hommes adultes, mais aussi les jeunes. Ainsi, elle a créé dans les «pays germaniques» des «Napolas» («Nationalpolitische Erziehungsanstalten»)[97]. Ces écoles étaient, lorsqu'elles ont été fondées hors des frontières du Reich, sous contrôle de la «GL». Cela ressort clairement d'un document de la «GL» de Flandres qui contient un organigramme dans lequel les «Napolas» figurent en première instance dans la section V[98]. Mais il y avait une autre organisation qui intéressait particulièrement la «Leitstelle» et qui devait toucher la «jeunesse germanique» non allemande.

Selon Riedweg, c'était Himmler ou Schirach, le «Reichsjugendführer» (chef de la jeunesse du Reich), qui a voulu former des hommes de la «Waffen-SS germanique» pour les placer en Norvège, en Belgique et en Hollande, où existaient des organisations de jeunesse, en tant que «Jugendführer» (chefs de jeunesse)[99]. Lors d'un interrogatoire mené par les autorités hollandaises en 1947, Riedweg a nié avoir coopéré à l'effort de la mise au pas de la «jeunesse germanique» en collaboration avec la «Reichsjugendführung» (direction de la jeunesse du Reich)[100]. Pourtant, les faits prouvent le contraire. Au Danemark, la «GL» a élaboré, en collaboration avec la direction de la jeunesse du Reich, des plans pour la fondation d'un service germano-danois, prévu comme précurseur de la jeunesse hitlérienne. En Hollande et en Norvège, elle a aspiré à faire la même chose[101]. En Belgique, avec l'aide de la «DeVlag» («Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft»), la «GL» a placé un certain nombre de jeunes entre 10 et 14 ans dans des camps de la jeunesse hitlérienne. En accord avec le successeur de Schirach, Axmann, la «Leitstelle» a aussi coordonné l'assistance de la «jeunesse flamande», une organisation spécifique au pays[102].

97 Loock, op. cit., p. 61.
98 BA Berlin, NS 21/930, Germanische Leitstelle, Aussenstelle Flandern, Dienststelle SS-Brigadeführer Jungclaus.
99 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 13.
100 NAW, Procès-verbaux d'auditions, Record Group 238, World War Two, War Crimes Records, International Military Tribunal: Office of U.S. Chief of Counsel for War Crimes, APO 124 A, Evidence Division, Interrogation Branch, Vernehmung des Dr. Franz Riedweg am 19. 11. 1947 von 14.00–16.30 Uhr durch Mr. Konrad Swart, im Auftrag des Rijksinstitut voor Oorlogsdocumentatie in Amsterdam, Nuremberg, p. 7.
101 Loock, op. cit., p. 61.
102 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Monatsbericht / Oktober 1942, 20.11.1942, pp. 11–12.

La «GL» s'est intéressée à ce travail dans la mesure où elle a voulu que les idées qu'elle représentait pénètrent aussi la jeunesse hitlérienne ou la jeunesse de ces pays. Cette percée aurait été permise par des «camps de préparation militaire germaniques» («Wehrertüchtigungslager») qui auraient été organisés par la jeunesse hitlérienne, exactement de la même manière que les camps allemands, mais avec la différence que l'assistance idéologique aurait été prise en main par la «GL»[103]. La SS et son appareil d'exécution de «politique germanique» qu'était la «Leitstelle», après avoir pris en main les «humains germaniques», ont aussi souhaité mettre sur pied une «science germanique».

La «science germanique»

Le 14 août 1942, c'est-à-dire deux jours après l'ordre de Bormann, Berger a donné un ordre d'état-major qui déterminait la collaboration entre une partie de l' «Ahnenerbe» (héritage des ancêtres) de la SS et l'«Amt VI». Dans son introduction il a écrit que le «RF-SS» avait confié à l'office «Ahnenerbe» l'exécution de toutes les tâches et travaux de recherche scientifique dans le cadre des grandes tâches globales de la «Schutzstaffel». On peut ainsi comprendre qu'il s'agit du «travail germanique» de la SS car, lorsqu'il est question du fonctionnement de cette collaboration, il est également question du «travail de recherche dans le cadre du travail grand-germanique». L'office «Ahnenerbe» a établi, pour la collaboration avec la «GL», une section à part dans son siège et dans chaque succursale de l'«Amt VI» devait être placé un représentant de l'office «Ahnenerbe». A la fin de l'ordre, Berger a encore insisté sur la nécessité du «travail de recherche scientifique dans l'espace germanique» et a ordonné à l'office de Riedweg de fournir toute l'aide nécessaire[104].

Le 5 octobre 1942, Riedweg a écrit aux responsables des succursales de la «GL» pour les informer de la collaboration avec l'«Ahnenerbe». Après avoir décrit dans les grandes lignes la collaboration de ce dernier avec la «Leitstelle», il a encore mentionné que la «GL» avait reçu un budget exceptionnel pour cette collaboration, que le représentant de cet office était soumis au chef de la succursale uniquement au niveau de la conduite, mais pas au niveau de la matière, et que les rapports de ces

103 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, Verhör des Dr. Heinrich Büeler durch den eidgenössischen Untersuchungsrichter O. Gloor als Beschuldigter, 9. 11. 1946, p. 26.

104 BA Berlin, NS 31/72, Chef des SS-Hauptamtes, Stabsbefehl Nr. 14/42, Stabsverteiler 2, betr. Zusammenarbeit des Amtes «Ahnenerbe» im Persönlichen Stab des Reichsführers-SS mit dem Amt VI des SS-Hauptamtes, Gottlob Berger, 14. August 1942.

représentants seraient directement envoyés à l'«Ahnenerbe» à Berlin[105]. L'incorporation du représentant de l'office de l'«Ahnenerbe» a bien eu lieu, car dans l'organigramme de la «GL» de Flandre, le domaine «Ahnenerbe» se trouve dans la section III[106].

Cette collaboration, qui était aussi appelée «Germanischer Wissenschaftseinsatz», a eu comme conséquences que l'«Ahnenerbe» a soutenu d'un côté le recrutement de volontaires pour la «Waffen-SS» dans les «pays germaniques» et, d'un autre côté, l'essai de lier les mouvements régionaux, nationaux et autonomes dans les territoires occupés par des projets communs de travail culturel, scientifique et de propagande. Ils voulaient ainsi les gagner pour les plans allemands et la réorganisation de l'Europe après la guerre[107]. Selon Loock, cette collaboration a même essayé de se faire une place dans les universités des «pays germaniques»[108]. A la lecture de ces faits, on peut alors se demander, comment et avec quel message la SS a, grâce à la «GL», propagé dans les territoires occupés son «idéologie germanique» qui correspondait à sa vision de l'Europe future.

La propagande

La «GL» a eu une forte activité de propagande, surtout au niveau de la presse écrite. Riedweg, qui avait déjà une certaine expérience rédactionnelle dans le Troisième Reich avant son entrée en fonction comme «Stabsführer»[109], semble avoir mis l'accent sur la presse[110], en tant que moteur de cette propagation idéologique. La première publication de la «GL» que nous connaissons a été les Germanische Leithefte. Ceux-ci étaient produits par le directeur du groupe «Weltanschauung» (idéologie) de la «GL», le «SS-Standartenführer» Jacobsen[111]. Pourtant, le responsable de cette publication vis-à-vis de Himmler a été Riedweg car, le 29 mars 1941, il a eu un rendez-vous avec le «RF-SS» pour en

105 BA Berlin, NS 21/935, Abschrift, SS-Hauptamt-Amt VI, betr. Führer des Ahnenerbes, Bezug Stabsbefehl 14/42, gez. Riedweg, 5. 10. 42.
106 BA Berlin, NS 21/930, Germanische Leitstelle, Aussenstelle Flandern, Dienststelle SS-Brigadeführer Jungclaus.
107 Joachim Lerchenmueller, «Das Ahnenerbe (AE) der SS», www.shoa.de.
108 Loock, op. cit., p. 61.
109 Pour l'activité rédactionnelle de Riedweg avant son entrée en fonction comme Stabsführer voir: Wyss, op. cit., pp. 76–78.
110 NAW, Procès-verbaux d'auditions, Record Group 238, World War Two, War Crimes Records, International Military Tribunal: Office of U.S. Chief of Counsel for War Crimes, APO 124 A, Evidence Division, Interrogation Branch, Vernehmung des Dr. Franz Riedweg am 19. 11. 1947 von 14.00–16.30 Uhr durch Mr. Konrad Swart, im Auftrag des Rijksinstitut voor Oorlogsdocumentatie in Amsterdam, Nuremberg, p. 14.
111 Seidler, op. cit., p. 450.

parler[112]. Le contenu de ces cahiers propageait la «politique germanique» de la SS[113]. Mais le Lucernois ne s'est pas contenté de superviser le travail d'édition au sein de la «Leitstelle».

En 1942, il a commencé à éditer lui-même en tant que rédacteur la suite de cahiers intitulée Germanische Gemeinschaft[114]. Selon Seidler, ces derniers projetaient la fraternité d'armes des volontaires non allemands avec les Allemands de la «Waffen-SS» sur un fond historique commun de la culture occidentale[115]. Riedweg a rédigé plusieurs articles dans ces cahiers. Dans un article, daté de 1942, intitulé «Rasse und Universalismus»[116], il écrit que depuis la prise de pouvoir national-socialiste dans le Reich, une nouvelle époque spirituelle a vu le jour, et cela parce que la race est au centre de tout événement. Ensuite, il a voulu démontrer que l'universalisme n'était pas possible à cause des «différences de race». L'universalisme des Lumières, du rationalisme et d'autres dogmes auraient nié le fait que toute religion tire son origine de la race. La mise en valeur maximale de la race au moment où il a écrit ne signifierait rien d'autre que la prémisse nécessaire à une renaissance du religieux[117]. Dans son article suivant, «Rasse und Auslese», paru dans le même cahier, il a continué avec la «différenciation des races et l'éloge de la race germanique»[118]. Dans le deuxième cahier, lui aussi édité en 1942, Riedweg a écrit sur l'«homme germanique» au front, dans un article intitulé «Erbe und Zukunft». Au front, dans le combat contre le bolchevisme, la renaissance de l'«homme germanique» aurait eu lieu. Même si les hommes qui se sont battus avaient des nationalités différentes, ils auraient mis ce qui leur était commun, l'«héritage germanique», au-dessus de leurs différences. Ils auraient redécou-

112 Lohalm, Wildt, op. cit., p. 142. Lors de cette rencontre, d'après le Dienstkalender de Himmler, ce dernier se serait aussi entretenu avec Riedweg à propos de son beau-père le maréchal von Blomberg, qui avait été destitué en 1938. Selon le Lucernois, le «Reichsführer» a dit à plusieurs reprises qu'il n'avait rien à voir avec la chute de von Blomberg (AF, E 4320 [B], 1973/87, Bd. 10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 24).

113 AF, E 4320 (B), 1984/29, Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte, Luzern, 20.12.1947, p. 6.

114 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 15, Schweizerische Bundesanwaltschaft an den Präsidenten des Bundesstrafgerichts in den Bundesstrafsachen Franz Riedweg und 17 Mitangeklagte sowie Theodor Stadler, Beweiseingabe, 14. Oktober 1947, p. 8.

115 Seidler, op. cit., p. 450.

116 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 15, Schweizerische Bundesanwaltschaft an den Präsidenten des Bundesstrafgerichts in den Bundesstrafsachen Franz Riedweg und 17 Mitangeklagte sowie Theodor Stadler, Beweiseingabe, 14. Oktober 1947, p. 8.

117 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, «Rasse und Universalismus», gez. F. R., in Germanische Gemeinschaft, Folge 1, Herausgeber und Schriftleiter Dr. Franz Riedweg, 1942, pp. 16–17.

118 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, «Rasse und Auslese», gez. F. R., in Germanische Gemeinschaft, Folge 1, Herausgeber und Schriftleiter Dr. Franz Riedweg, 1942, p. 48.

vert leurs «valeurs germaniques» comme l'obéissance, la vaillance et l'honneur. Cet «homme germanique» serait devenu le «soldat politique», ayant les mêmes valeurs que le national-socialisme. Pour terminer l'article, Riedweg a insisté sur la noblesse du sang de ces «Germains» et de la mission que le destin aurait confié à ces derniers pour porter la nouvelle époque et mener leur patrie vers une «Europe germanique»[119].

A la fin de l'année 1942, Riedweg aurait fondé le journal Aufbruch. A ses yeux, ce mensuel lui servait à exposer son idée européenne basée sur l'égalité et le socialisme de droite[120]. Du fait que nous ne disposons pas d'un exemplaire ou d'extraits de ce journal, nous ne pouvons pas vérifier ses dires. Cependant, sous le titre Aufbruch, Riedweg a publié un livre, qui a été constitué par des lettres de «volontaires germaniques» envoyées du front à leurs proches, intitulé Briefe germanischer Kriegsfreiwilliger. Cet ouvrage, qui débute par une citation de Himmler, avait pour but de représenter les «volontaires germaniques» comme une communauté de destin dans le combat contre le bolchevisme[121].

En février 1943, en soulignant que la «Waffen-SS germanique» n'avait pas son propre journal de front, Riedweg a voulu créer une nouvelle publication, spécialement pour les volontaires. Sa raison principale n'était pas l'ennui des soldats au front, mais la publicité pour la «Waffen-SS» dans les patries des combattants volontaires. Ce journal, intitulé Wiking, devait être écrit en plusieurs versions, en allemand et en chacune des langues parlées dans le «corps germanique»[122]. La dernière publication de la «GL» qui nous est connue a été le Germanisches Volksgericht. Selon Riedweg, il s'agissait d'une collection photographique, dont nous ignorons le contenu.

119 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd. 10, «Erbe und Zukunft», gez. Franz Riedweg, in Germanische Gemeinschaft, Folge 2, Herausgeber und Schriftleiter Dr. Franz Riedweg, 1942, pp. 22–23. Les autorités suisses ont remarqué les activités rédactionnelles de Riedweg dans les cahiers de la Germanische Gemeinschaft, car en 1943, le contrôle des livres à Zurich a effectué une expertise du premier de ces cahiers et a constaté que le cahier «était jusqu'au moindre détail un éloge de la communauté raciale germanique» (AF, E 4320 [B], 1973/87, Bd. 10, Gutachten des damaligen Lektors bei der Buchkontrolle Zürich, Abteilung Presse und Funkspruch, vom 4. Januar 1943 über das von R. herausg. Heft «Germanische Gemeinschaft» Folge I).

120 AF, E 4320 (B), 1973/87, Bd.10, Schweizerische Bundesanwaltschaft, Einvernahme Dr. Riedweg Franz, im Ausland, 13. November 1946, p. 11.

121 AfZ ETH, Nachlass Franz Riedweg / 5, Aufbruch. Briefe germanischer Kriegsfreiwilliger. Hrsg.: Der Reichsführer SS, SS-Hauptamt (Germanische Leitstelle), 1942. 101 p., copie.

122 BA Berlin, NS 31/375, Geheim, Chef des SS-Hauptamtes, Germanische Leitstelle, Amt VI, SS-Obersturmbannführer Riedweg, an SS-Ostubaf. Dr, Brandt, Reichsführer-SS Persönlicher Stab, betr. Frontzeitung «Wiking», 12. Februar 1943, pp. 1–2.

Les écrits, édités et publiés par la «GL», ont été diffusés en Allemagne et dans les «pays germaniques»[123]. En Norvège par exemple, les Germanische Leithefte avaient en octobre 1942 un tirage de 15 000 exemplaires[124]. Le journal Wiking devait aussi être envoyé dans tous les pays dont provenaient des volontaires de la «Waffen-SS»[125]. Mais la «Leitstelle» n'a pas uniquement envoyé des publications produites par elle-même dans les «pays germaniques», elle a aussi envoyé des publications de la SS en général, comme par exemple, en octobre 1942, 60 000 exemplaires de la brochure Der Untermensch en Hollande[126]. La propagation idéologique de l'office du Lucernois ne s'arrêtait pourtant pas là.

Dans le cadre de la «politique germanique» de la SS, il a acheté dans les «pays germaniques» des maisons d'édition et a fondé des journaux[127]. La «GL» a ainsi publié, par exemple, le journal Germaneren en Norvège, les journaux Hamer, Storm, Sibbe et Volksche Wacht en Hollande et le journal Famer en Flandre. En Hollande, la «Leitstelle» a même produit des «films culturels» sur la «propriété populaire germanique» («germanisches Volksgut»)[128].

Conclusion

Riedweg s'est définitivement retiré de ses fonctions en tant que «Stabsführer» de la «GL» après avoir été désavoué par ses supérieurs pour des désaccords, lorsqu'il a été muté le 7 février 1944 dans «son» «III. Germanisches Panzerkorps». Il a ainsi vécu la fin de la guerre en tant qu'adjudant dans l'état-major de Steiner[129]. Même s'il n'a occupé sa fonction au sein de la «GL» que de fin mars 1941 au 7 février 1944, il n'a pas manqué d'être considérablement impliqué dans le «travail germanique» de la SS.

123 NAW, Procès-verbaux d'auditions, Record Group 238, World War Two, War Crimes Records, International Military Tribunal: Office of U.S. Chief of Counsel for War Crimes, APO 124 A, Evidence Division, Interrogation Branch, Vernehmung des Dr. Franz Riedweg am 19. 11. 1947 von 14.00 – 16.30 Uhr durch Mr. Konrad Swart, im Auftrag des Rijksinstitut voor Oorlogsdocumentatie in Amsterdam, Nuremberg, p. 14–15.

124 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Monatsbericht / Oktober 1942, 20. 11. 1942, p. 4.

125 BA Berlin, NS 31/375, Geheim, Chef des SS-Hauptamtes, Germanische Leitstelle, Amt VI, SS-Obersturmbannführer Riedweg, an SS-Ostubaf. Dr, Brandt, Reichsführer-SS Persönlicher Stab, betr. Frontzeitung «Wiking», 12. Februar 1943, p. 2.

126 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Monatsbericht / Oktober 1942, 20. 11. 1942, p. 9.

127 Loock, op. cit., p. 61.

128 BA Berlin, NS 31/375, SS-Hauptamt-Amt VI, Monatsbericht / Oktober 1942, 20. 11. 1942, p. 4, 9, 12.

129 Voir Wyss, op. cit., pp. 119–126.

Responsable du recrutement de volontaires «germaniques», il semble qu'il ait élargi le champ de recrutement, c'est-à-dire qu'il ait poussé à l'intégration de Français, qui étaient des «Latins» et non des «Germains». De pair avec le général de la «Waffen-SS», Steiner, il a aussi participé à la restructuration des unités de volontaires devenus «européens» pour aboutir à la création du «III. Germanische Panzerkorps». La question du recrutement de volontaires se mua pour lui en une «cause européenne» dans le combat contre le communisme. Il l'a en tout cas vendue comme telle.

Dans le cadre de la prise en main de la «politique germanique» par la SS, la «GFL» est devenue l'organisation exécutrice de cette politique. En conséquence, le terme «Freiwilligen» a été supprimé et l'institution s'est appelée par la suite «Germanische Leitstelle». Riedweg, en tant que «Stabsführer» de cette dernière, était ainsi l'exécuteur des agissements de la SS dans l'«espace germanique». Cela incluait non seulement l'encadrement des hommes originaires des pays de cet espace dans des organisations comme la SS générale et la promotion de l'idéologie «germanique» de la SS, mais aussi l'établissement d'organisations de la «NSDAP» comme la jeunesse hitlérienne dans ces pays. Ainsi, Riedweg n'était pas seulement un collaborateur qui conspirait contre la Suisse, mais aussi l'exécuteur du «travail germanique» de la SS qui rêvait d'un «Grand Reich Germanique».

Finalement, pourquoi la Suisse, tout en le condamnant en 1947 par contumace à 16 ans de prison, n'a-t-elle jamais véritablement demandé son extradition[130]? Cette question, peut-elle être reliée à notre question introductive; à savoir pourquoi a-t-on négligé Riedweg dans l'historiographie? Un homme dont on vient de voir qu'il approuvait la politique de la SS dans ses actes, dans ses pensées et dans ses écrits. Le Lucernois a occupé pendant des années une position privilégiée par rapport à Himmler et a collaboré avec des hommes nazis qui ont trouvé le chemin des livres d'histoire à cause de leur cruauté. Pour répondre à la question, nous ne pouvons que spéculer et réitérer les hypothèses du début, à savoir que la Suisse, ou des Suisses, n'ont pas voulu avouer que l'un d'entre eux puisse en arriver là. Soulignons que la Suisse n'est pas le seul pays à connaître cette difficulté.

130 Ibid., pp. 129–133.